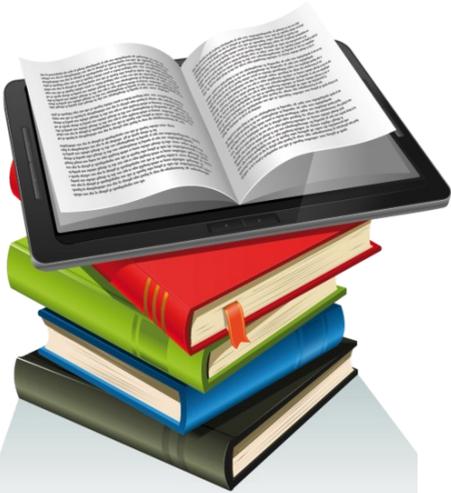


Droits d'auteur



Les œuvres protégées par le droit d'auteur

Dans de nombreux pays, lorsqu'une personne crée une œuvre originale fixée sur un support physique, elle détient automatiquement les droits d'auteur sur sa création. En tant que titulaire des droits d'auteur, elle dispose du droit exclusif d'utiliser son œuvre. La plupart du temps, seul le titulaire des droits d'auteur peut décider qui est autorisé à utiliser son œuvre.

Quels sont les types d'œuvres soumis aux droits d'auteur ?



- **Les œuvres audiovisuelles**, par exemple les émissions télévisées, les films et les vidéos en ligne
- **Les enregistrements sonores et les compositions musicales**
- **Les œuvres écrites**, par exemple les cours, les articles, les livres et les compositions musicales
- **Les œuvres visuelles**, comme les tableaux de peinture, les affiches et les publicités
- **Les jeux vidéo et les logiciels**
- **Les œuvres dramatiques**, comme les pièces de théâtre et les comédies musicales



La copie privée est une exception au droit d'auteur qui fait l'objet d'une compensation financière.

Fonctionnement

Lors de l'achat d'un support de stockage (DVD ou CD vierge, clé USB, disque dur externe, tablette, smartphone etc.), une partie du prix permet de rémunérer les créateurs, les auteurs, les éditeurs, les artistes-interprètes, les éditeurs et les producteurs : **c'est la rémunération pour copie privée.**



Direction générale de la concurrence,
de la consommation et de la répression des fraudes

La contrefaçon

Définition :

La contrefaçon consiste à reproduire ou de façon générale à utiliser une marque, un brevet, un dessin ou modèle ou une œuvre protégés sans l'autorisation du titulaire des droits

« La violation des droits d'auteurs est constitutive du délit de contrefaçon puni d'une peine de 300 000 euros d'amende et de 3 ans d'emprisonnement ».

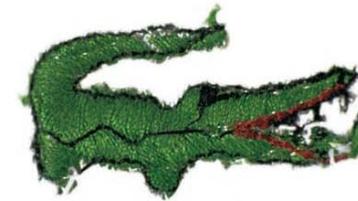
(Code de la Propriété Intellectuelle, art. L. 335-2 s.).

Sources :

www.economie.gouv.fr/dgccrf

www.culture.gouv.fr/

FAUX CROCO VRAIS TRACAS



N'ACHETEZ PAS DE CONTREFAÇON !

**EN FRANCE LA LOI PRÉVOIT JUSQU'À
300 000 € D'AMENDE ET 3 ANS D'EMPRISONNEMENT**



UNE CAMPAGNE MENÉE PAR LA DOUANE ET LE COMITÉ COLBERT SOUS L'ÉGIDE DU COMITÉ NATIONAL ANTI-CONTREFAÇON

Source : mon-annuaire-pro.com

Constatation des faits par les ayants droit



Rédaction d'un procès verbal par les ayants droit

Saisine de l'Hadopi



Vérification des éléments transmis par les ayants droit

FAI



Demande d'identification du titulaire de l'abonnement

1ère recommandation



Envoi d'une recommandation par voie électronique dans les 2 mois

2^{de} recommandation



En cas de nouvelle constatation des faits dans les 6 mois suivant la date d'envoi de la première recommandation, envoi d'une deuxième recommandation par lettre remise contre signature

Notification de l'Hadopi



En cas de nouvelle constatation de faits dans les 12 mois suivant la date de présentation de la deuxième recommandation, envoi d'une lettre remise contre signature informant l'abonné que les faits sont susceptibles de poursuites pénales.

Délibération de l'Hadopi



Transmission au parquet



Les faits sont susceptibles de constituer une contravention de négligence caractérisée

Décision de non transmission

HADOPI :

Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet

* Commission de protection des droits

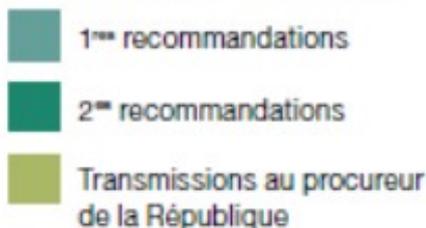
- Au 31 août 2019, le nombre de dossiers transmis à l'autorité judiciaire depuis le 1^{er} janvier 2019 (1 149) a déjà dépassé celui de l'ensemble de l'année 2018 (1 045).

- Il en est de même du nombre de décisions de condamnation portées à la connaissance de l'Hadopi (86 au lieu de 83).

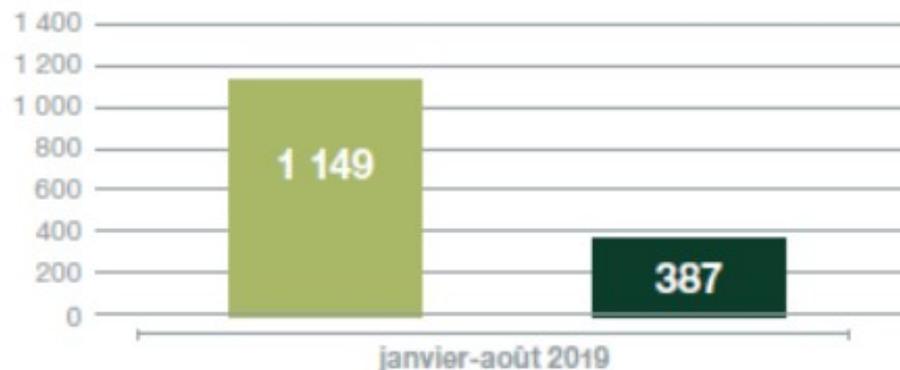
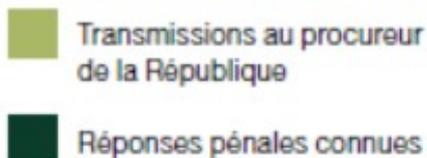
- Le recours à la composition pénale est de plus en plus fréquent (64). Au 31 août 2019, on en dénombre autant que sur toute l'année 2018 (64).

CHIFFRES CLÉS DE LA RÉPONSE GRADUÉE (du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2019)

Activité de la Commission de protection des droits



Phase judiciaire



Réponses pénales portées à la connaissance de l'Hadopi entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2019

86 décisions de condamnation

- 31 jugements de condamnation pour contravention de négligence caractérisée : amendes d'un montant moyen de 350 € auxquelles s'ajoutent le plus souvent des dommages-intérêts d'un montant moyen de 300 €
- 3 jugements pour délit de contrefaçon
- 47 ordonnances pénales : amendes d'un montant de 150 € à 1 000 €
- 5 comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)*

301 mesures alternatives aux poursuites **

- 64 compositions pénales*** : amendes d'un montant de 100 € à 500 €, un stage de citoyenneté
- 199 rappels à la loi
- 36 régularisations sur demande du Parquet
- 2 autres mesures

Conditions d'utilisation d'Instagram

✓ Comment puis-je m'assurer que le contenu que je publie sur Instagram n'enfreint pas la législation relative aux droits d'auteur ?

En vertu des [Conditions d'utilisation](#) et des [Règles de la communauté](#) d'Instagram, vous pouvez uniquement publier du contenu sur Instagram s'il n'enfreint pas les droits de propriété intellectuelle d'un tiers. Le meilleur moyen d'être sûr(e) que le contenu que vous publiez sur Instagram n'enfreint pas la législation relative aux droits d'auteur est de publier uniquement du contenu dont vous êtes vous-même l'auteur.

Vous pouvez également utiliser le contenu d'une autre personne sur Instagram si vous en avez l'autorisation (par ex., sous licence) ou si votre usage est conforme à l'usage équitable ou à toute autre forme d'exception aux droits d'auteur. En général, nous recommandons d'attendre l'obtention d'une autorisation écrite avant de publier du contenu.

Notez qu'Instagram ne peut pas vous aider à obtenir une autorisation pour utiliser du contenu protégé par des droits d'auteur.

Avant de publier du contenu sur Instagram, il est judicieux de vous poser les questions suivantes :

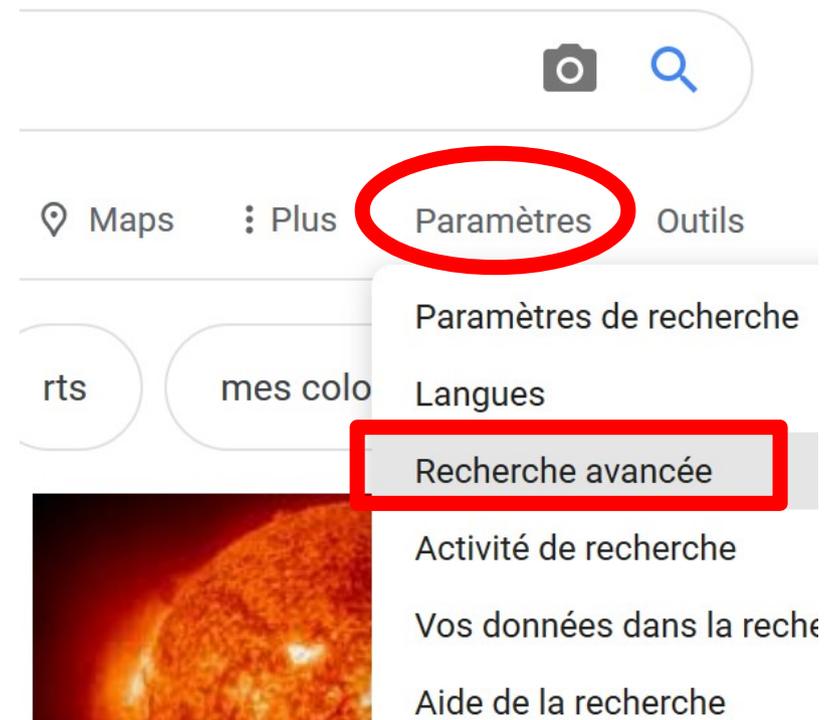
- Ai-je créé l'intégralité du contenu moi-même ?
- Suis-je autorisé(e) à utiliser l'intégralité des contenus de ma publication ?
- Mon usage du contenu fait-il l'objet d'une [exception à l'infraction aux droits d'auteur](#) ?
- Le contenu est-il protégé par des droits d'auteur (par exemple, s'agit-il d'une citation courte, d'une idée ou d'une œuvre du domaine public) ?

Grâce à la recherche avancée,



permet de chercher des images que l'on peut utiliser sans demander d'autorisation

Dans la page de résultats de Google images, sélectionnez



**Sur la page de recherche avancée,
sélectionnez le droit d'usage qui vous intéresse.**

droits d'usage

A sélectionner

non filtré par licence

non filtré par licence

libre de droits d'usage ou de distribution

libre de droits d'usage ou de distribution, y compris

libre de droits d'usage, de distribution ou de modification

libre de droits d'usage, de distribution ou de modification

Les licences Creative commons



France



ATTRIBUTION : Toutes les licences Creative Commons obligent ceux qui utilisent vos œuvres à vous créditer de la manière dont vous le demandez, sans pour autant suggérer que vous approuvez leur utilisation ou leur donner votre aval ou votre soutien.



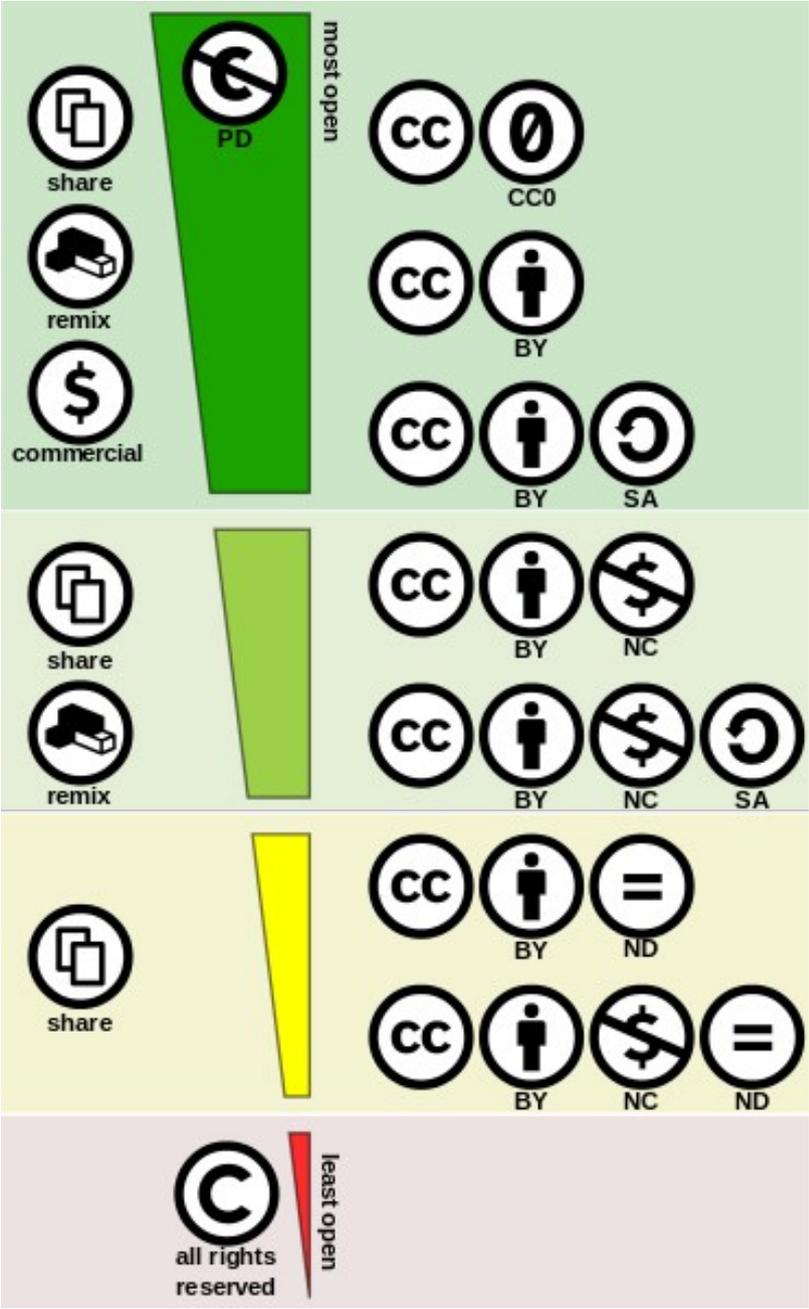
PAS D'UTILISATION COMMERCIALE : Vous autorisez les autres à reproduire, à diffuser et (à moins que vous choisissiez 'Pas de Modification') à modifier votre œuvre, pour toute utilisation autre que commerciale, à moins qu'ils obtiennent votre autorisation au préalable.



PARTAGE DANS LES MEMES CONDITIONS: Vous autorisez les autres à reproduire, diffuser et modifier votre œuvre, à condition qu'ils publient toute adaptation de votre œuvre sous les mêmes conditions que votre œuvre. Toute personne qui souhaiterait publier une adaptation sous d'autres conditions doit obtenir votre autorisation préalable.



PAS DE MODIFICATION: Vous autorisez la reproduction et la diffusion uniquement de l'original de votre œuvre. Si quelqu'un veut la modifier, il doit obtenir votre autorisation préalable.



Source : vikidia.fr

Exemple d'écran rencontré sur Youtube lorsqu'une vidéo n'est pas accessible pour des questions de droits d'auteur



Cette vidéo inclut du contenu de NBC Universal, qui l'a bloqué pour des raisons de droits d'auteur.

Opération impossible

Le droit patrimonial

Le droit patrimonial se caractérise par la propriété de l'auteur sur son œuvre.

L'auteur a la faculté d'exploiter son œuvre par la représentation ou la reproduction, sous quelque forme que ce soit, **aux fins éventuelles d'en tirer un bénéfice.**

C'est dans l'exercice de ce droit qu'il peut autoriser ou interdire l'exploitation de son œuvre, laquelle génère **une rémunération pour l'auteur.**

Ces prérogatives patrimoniales sont reconnues à l'auteur **durant toute sa vie, ainsi qu'à ses ayant droits 70 ans après le décès de ce dernier.**

La saga des droits d'auteur de Maurice Ravel

dans France TV info "Paradise Papers" : les droits du "Boléro" de Ravel dans le tourbillon des paradis fiscaux - publié le 10/11/2017

...

Ce nouveau rebondissement vient s'ajouter à une étrange partition judiciaire et financière qui mêle crescendo divers paradis fiscaux à une histoire de succession incroyablement complexe. Avant de tomber dans le domaine public en France en 2016, [les droits des œuvres de Maurice Ravel étaient détenus par... la fille de la seconde femme du mari de la gouvernante de la femme du frère de Maurice Ravel.](#)

Au décès de Maurice Ravel, en 1937, le compositeur n'ayant pas de descendant, c'est son frère Édouard qui hérite de ses droits. Il est blessé dans un accident de la route avec son épouse et celle-ci a besoin de soins. Le couple a recours à une gouvernante, Jeanne Taverne. Après la mort de sa femme, Edouard fait de Jeanne sa légataire universelle.

Edouard succombe à son tour, puis Jeanne, et c'est son ex-mari avec lequel elle s'était remariée, Alexandre Taverne, qui hérite à son tour des droits... avant de les transmettre à Georgette qu'il a épousée en secondes noces. Celle-ci a eu une fille d'un premier mariage : Evelyne Pen de Castel. Elle devient ainsi l'ultime dépositaire de ces droits.

Le droit moral : Exemple

La chanteuse Ellie Goulding demande à Marion Maréchal-Le Pen de ne plus utiliser sa musique



Pour son discours devant les conservateurs américains, la nièce de Marine Le Pen avait choisi le titre "Burn" de la chanteuse américaine.

Thanks but no thanks ! La chanteuse Ellie Goulding n'a pas aimé que Marion Maréchal-Le Pen utilise sa chanson Burn pour clore son discours devant les conservateurs américains. "Je n'ai pas donné à Marine Le Pen [la chanteuse confond la nièce et la tante] le droit d'utiliser ma chanson à la CAPC. N'utilisez plus ma musique à l'avenir", a twitté la chanteuse vendredi 23 février.

I did not give Marine Le Pen permission to use my song at the CPAC. @MLP_officiel Do not use my music in future.

— Ellie Goulding (@elliiegoulding) 23 février 2018

Source : <http://www.francetvinfo.fr>